

sements du moyen-âge et auxquelles est dû, en partie du moins, le retour périodique de ces époques de détresse. Je considère que nous serions indignes de la douce et ample liberté dont nous jouissons si nous ne désirions en même temps la voir partager par tous nos semblables, surtout par ceux qui vivent à l'ombre du même drapeau que nous, et dont le brillant génie se distinguait déjà dans les arts, les lettres et les sciences dès les premiers siècles de notre ère, quand la plupart des nations que nous admirons aujourd'hui étaient beaucoup moins avancées en civilisation. Cicatriser la plaie qui, en appauvrissant et en aigrissant l'Irlande, embarasse et affaiblit la Grande-Bretagne elle-même, et cela sans révolution violente, mais par des remèdes purement lénitifs, c'est, certes, là un des plus grands problèmes sociaux qui se soient jamais imposés à l'attention des publicistes, des politiques et des gouvernements, et dont l'heureuse solution illustrerait plus ses auteurs que ne le pourrait faire la conquête de continents entiers. Confiant dans la largeur de vues des hommes d'état britanniques, ainsi que dans cette tendance qui, de nos jours, se manifeste un peu partout, jusqu'en Ecosse et en Angleterre, vers la décentralisation du pouvoir pour les affaires d'administration locale, je ne désespère point de voir arriver cette solution désirable, laquelle non-seulement renouvellerait la face de l'Irlande et augmenterait encore le prestige et la puissance de la Grande-Bretagne, mais aurait, de plus, des conséquences presque incalculables pour l'humanité même. Figurez-vous l'Irlande, avec ses cinq millions d'habitants, apaisée, prospère et heureuse à côté de la Grande-Bretagne, avec laquelle elle a réellement tant d'intérêts identiques ; dix millions d'Irlandais, répandus dans les cinq parties du globe, vivant contents à l'ombre du même drapeau que les fils d'Angleterre et d'Ecosse ; et les puissances rivales ou ennemies n'osant plus compter sur le mécontentement des Irlandais pour paralyser une partie des forces de l'empire britannique, et vous conviendrez sans peine, avec moi, que ce serait un changement dont les conséquences—heureuses sans aucun doute pour ces trois beaux pays dont les intérêts sont intimement liés ensemble par la nature, par leur position géographique et qui devraient l'être aussi par les aspirations

de leurs habitants—exerceraient une influence considérable sur le monde moderne, influence qui ne saurait manquer d'être bienfaisante. Quant à nous, Canadiens, sous le rapport même des intérêts de notre pays, nous aurions à nous féliciter de la disparition d'un mécontentement et d'une agitation qui, transportés aux Etats-Unis avec le flot de l'émigration irlandaise, nous ont déjà obligés à dépenser de fortes sommes pour pourvoir à notre sécurité dans le passé, et qui n'ont pas encore cessé complètement d'être un danger pour le maintien de relations amicales avec nos voisins dans l'avenir. Il y a un peu moins d'un siècle et quart, le drapeau britannique, arboré sur la citadelle de Québec, flottait comme un signe de deuil pour les habitants du Canada. Depuis, nos pères l'ont défendu avec dévouement sur les champs de bataille, et aujourd'hui, leurs descendants le portent avec honneur dans leurs jours de fêtes nationales. Ce qu'il a été pour le Canada, nous souhaitons qu'il le soit pour l'Irlande : une garantie de paix, de prospérité et de liberté.

Le pays a pu constater avec satisfaction que, lors de leur voyage en Europe, l'été dernier, le très-honorable premier ministre et quelques-uns de ses collègues ont réussi à attirer davantage l'attention publique dans le Royaume-Uni, sur le Canada, et à donner une idée plus exacte de ses richesses naturelles et des avantages indéfinissables qu'il offre aux émigrants adonnés aux nobles travaux de l'agriculture. Il s'en est suivi la visite, dans notre vaste et fertile région du Nord-Ouest, d'une délégation de la commission royale chargée de s'enquérir des causes du malaise de l'agriculture, ainsi que de plusieurs agriculteurs compétents, qui tous sont partis avec une impression favorable de notre pays. C'est donc avec raison que le gouvernement s'attend, cette année, à voir augmenter le nombre des émigrants appartenant à la classe agricole, et qu'il se propose de prendre des mesures en conséquence. Nous n'avons pas, pour le moment, les mêmes avantages à offrir aux autres classes, aux ouvriers, par exemple, cette classe étant déjà encombrée ici dans la plupart des industries. Le parlement secondera, sans doute, volontiers les efforts du gouvernement pour encourager, sans trop de frais, les émigrants de la première catégorie à se fixer permanemment au Canada, à